

ETAT DES LIEUX

OCTOBRE 2026

france
biotech

biotech | medtech | e-santé | IA
LES ENTREPRENEURS DE LA HEALTHTECH

SITUATION FINANCIERE DES HEALTHTECH EN FRANCE

4^e ÉDITION

Résultats d'enquête

Commission Corporate Finance France Biotech



Table des matières

I - Ce qu'il faut retenir – page 3

II - Synthèse détaillée – page 4

III - Résultats de l'étude – page 6

1. **Contexte – p.6**
 2. **Qualification de l'échantillon – p.6**
 3. **Impact de la situation économique sur les activités des sociétés – p.8**
 4. **Point sur les besoins en financement – p.12**
 5. **Point sur le statut de la Jeune Entreprise innovante (JEI) et le Crédit Impôt Recherche (CIR) – p.15**
-

IV - Auteurs – page 20

V - Remerciements – page 20

VI - A propos de France Biotech – page 21

I) Ce qu'il faut retenir

France Biotech publie la 4^{ème} édition de son baromètre « Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France » afin de pouvoir évaluer la santé financière des entreprises de HealthTech mi 2026, quantifier leurs besoins en financement et leur recours aux dispositifs de soutien de l'Etat. L'étude a été réalisée auprès de 120 entreprises de HealthTech dont 36% de biotech, 30 % de medtech et 18% de santé numérique.

Bien que l'on note une légère amélioration de la santé financière des PME françaises innovantes en santé en l'espace d'un an, en particulier des sociétés de biotechnologie, celle-ci demeure fragile. Ainsi, plus de 2/3 des entreprises déclarent des tensions en matière de trésorerie, en légère baisse depuis un an (68% en 2026 vs. 72% en 2025), avec des horizons de trésorerie qui se situent entre 6 et 12 mois en moyenne.

Les sociétés de numérique en santé semblent plus impactées par le contexte financier et économique cette année et 60% d'entre elles disposaient de 6 mois de trésorerie ou moins (vs. 43% en 2025).

Les besoins en financement demeurent élevés et la quasi-totalité des entrepreneurs (87%) rencontraient des difficultés pour financer ou refinancer leurs activités.

Les entreprises évaluent la durée d'une levée de fonds à 12 mois en moyenne (entre les premiers contacts et la signature d'un accord), et 90% considèrent que ce délai retarde l'avancement de leurs activités de R&D.

Les entreprises sont moins nombreuses à bénéficier de financements complémentaires conditionnés ; celles qui en disposent sont plus confiantes en leur capacité à atteindre leurs objectifs, comparé à il y a un an.

L'Etat continue de jouer un rôle clef dans le soutien et le financement de la filière. En revanche, la part d'entreprise ayant reçu un financement non dilutif de Bpifrance lors des douze derniers mois est en nette diminution. Le recours aux financements non dilutifs européens demeure rare chez les PME de HealthTech françaises.

Le Crédit Impôt Recherche (CIR) est un dispositif indispensable pour le secteur puisque 85% des entreprises l'utilisent et celui-ci représente en moyenne 20% de leurs dépenses d'exploitation totales. Compte tenu de leurs tensions en trésorerie, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à demander un remboursement immédiat de leur CIR. En revanche, seules 47% d'entre elles ont pu en bénéficier en 2026. Parmi les priorités identifiées, un remboursement plus rapide du Crédit Impôt Recherche apparaît comme prioritaire pour les entrepreneurs, suivi de davantage de stabilité fiscale et d'une meilleure visibilité sur les dépenses de R&D éligibles au CIR.

II) Synthèse détaillée

Une situation financière améliorée en 2026 mais qui demeure fragile

- En juillet 2026, **81% des entreprises de HealthTech répondantes se sentaient impactées par le contexte économique, financier et politique**, soit un taux en légère baisse par rapport aux années précédentes. Les startups en santé numérique sont celles qui se sentent le plus impactées cette année (86% vs. 77% des biotech et 75% des medtech).
- En juillet 2026, **un peu plus des deux tiers (68%) des entreprises rencontraient des difficultés en matière de trésorerie ; la situation s'est un peu améliorée par rapport à juillet 2025** où 72% des entreprises étaient impactées. **Les plus concernées sont les entreprises de santé numérique** : 82% d'entre elles ont déclaré des difficultés.
- **Les niveaux de trésorerie semblent s'améliorer mi 2026 pour les entreprises de biotechnologie** puisqu'elles sont 21% à disposer d'un horizon de trésorerie de 3 mois ou moins (vs. 32% mi 2025).
- **En revanche la situation semble s'aggraver pour les entreprises de santé numérique** : 19% disposent de 3 mois ou moins de trésorerie (vs. 7% mi 2025).
- L'horizon de **cash moyen des medtech** s'est aussi légèrement dégradé cette année : 60% disposent de 6 mois ou moins de trésorerie (vs. 50% en 2025).
- **En moyenne, en juillet 2026, les entreprises disposaient de 6 à 12 mois de trésorerie (médiane située à 6 mois).**

Des besoins d'investissement conséquents et des financements longs à obtenir

- **70% étaient en recherche de financement** (levées de fonds dilutives) ou comptaient lever des fonds dans les 6 prochains mois (idem 2025). **En 2026, davantage de sociétés (87%) rencontrent des difficultés pour financer ou refinancer leur société par rapport à la même période un an auparavant (79%).**
- **Les entreprises évaluent la durée d'une levée de fonds à 12 mois en moyenne**, entre les premiers contacts et la signature d'un deal, et **90% considèrent que ce délai retarde l'avancement de leurs activités de R&D**, impactant ainsi l'atteinte de jalons, souvent décisifs dans l'obtention de financement complémentaires conditionnés. De façon générale, davantage d'entrepreneurs se sentent dans une situation plus complexe mi 2026 qu'à mi 2025.
- En juillet 2026, **71% des entreprises rencontraient des difficultés pour trouver des financements bancaires** (vs. 61% en juillet 2024 et 68% en juillet 2025).
- En 2026, **un quart des entreprises disposaient d'un financement complémentaire conditionné, nettement moins que mi 2025** (un tiers en bénéficiaient). Celles qui en bénéficient sont en revanche plus optimistes qu'il y a un an et 43% considèrent que les conditions de ce financement sont atteignables conformément au plan.
- Les relations avec leurs investisseurs demeurent bonnes pour la majorité bien qu'une part croissante indique qu'elles se sont dégradées.

L'Etat, acteur majeur de soutien pour la filière

Les financements non dilutifs octroyés par Bpifrance représentent une source importante de financement, bien que les sociétés de HealthTech en aient moins bénéficié depuis 12 mois.

- En juillet 2026, **42% des entreprises ont déclaré avoir reçu un financement non-dilutif de Bpifrance lors des 12 derniers mois, en net recul par rapport à juillet 2025 où les deux tiers en avaient obtenu.**
- Cela peut s'expliquer par une baisse des financements accordés par Bpifrance notamment dans le cadre d'appels à projets de France 2030 et/ou par davantage de sélectivité de la part du financeur public dans la sélection des dossiers financés.
- **Le recours aux financements non dilutifs européens demeure rare chez les PME de HealthTech françaises.** En effet, les trois quarts d'entre elles considèrent que leur obtention demande trop d'investissement en temps et moyens pour un résultat trop incertain.

Le Crédit Impôt Recherche (CIR) : un dispositif incontournable et indispensable pour renforcer la trésorerie des entreprises de HealthTech ; le mécanisme de remboursement immédiat du CIR est de plus en plus demandé mais de moins en moins obtenu

- **85% des entreprises de HealthTech bénéficient du CIR**
- Le CIR représente en moyenne environ **20% des dépenses d'exploitations totales** des entreprises.
- **Une part croissante d'entreprises demande un remboursement immédiat** de leur CIR (68% en 2026)
- **En revanche, seuls 47% d'entre elles ont pu bénéficier de ce remboursement anticipé en 2026 vs. 72% il y a un an.**
- **Les trois-quarts des entreprises** ont déclaré avoir été **impacté par l'exclusion du CIR des dépenses de propriété industrielle** et de veille technologique en 2026.
- **Le régime de jeune docteur est fortement utilisé par les entreprises de HealthTech** françaises puisque 38% d'entre elles en bénéficiaient au titre du CIR 2025. L'impact de la suppression du bonus de crédit d'impôts imposé depuis 2025 impactant le CIR 2025 déclaré en 2026 est jugé comme très fort ou fort pour 60% des sociétés ; l'impact étant concentré majoritairement sur des renoncements (81%) en matière de recrutement ; les licenciements ont également augmenté passant de 8% à 14% en 2026. Les autres impacts cités incluent des perturbations sur les plans de trésorerie et davantage de dépenses.

Le statut de la Jeune Entreprise Innovante (JEI) : un dispositif d'attractivité important pour la France en matière de R&D et de soutien aux startups innovantes

- **42% des entreprises participantes bénéficiaient du statut de la JEI**, l'âge était le critère limitant pour la majorité de celles qui n'en bénéficiaient pas
- **Une part conséquente (38%) des entreprises considère le statut comme étant vital pour elles** et 43% comme important.
- **La quasi-totalité (83%) estime qu'un remaniement du statut pourrait nuire à l'attractivité de la France.**

Parmi les priorités identifiées, un **remboursement plus rapide du Crédit Impôt Recherche** apparaît comme prioritaire pour les entrepreneurs, suivi de **davantage de stabilité fiscale** et d'une **meilleure visibilité sur les dépenses de R&D éligibles** au CIR.

III) Résultats de l'étude

1. Contexte

L'année 2025 a de nouveau été une année complexe pour le financement de l'innovation. Comme d'autres secteurs technologiques, la HealthTech s'en est trouvée affectée. Les investissements dans les entreprises de biotechnologie, medtech et santé numérique (tous types confondus) ont subi une baisse de 9% en France tandis que le capital-risque a lui progressé de 15% en un an ; bien que le nombre d'opérations ait augmenté en 2025, les tickets moyens ont quant à eux chuté de 10% par rapport à 2024. Ces difficultés financières ont été particulièrement ressenties chez les jeunes entreprises (tours d'amorçage et séries A) tandis que les levées de fonds des sociétés cotées ont été concentrées sur un nombre restreint de sociétés. La trésorerie des sociétés, évaluée à 6 à 12 mois en moyenne fin 2025, s'en est trouvée fortement impactée¹.

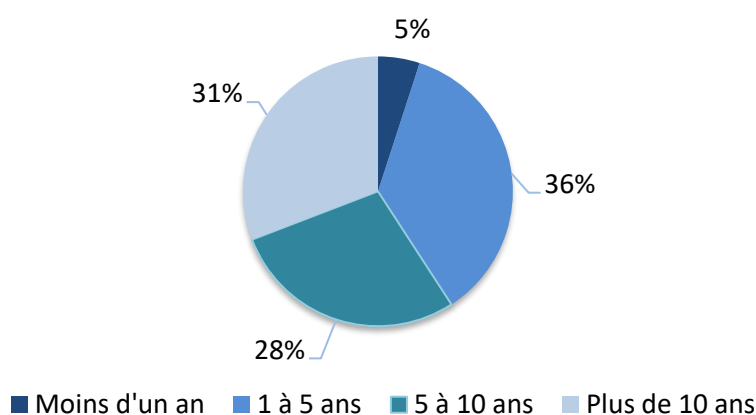
France Biotech, par l'intermédiaire de sa commission Corporate Finance, s'est mobilisée afin de réaliser une 4^{ème} édition de son étude « Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France » afin de mieux comprendre les besoins en financement des entreprises innovantes HealthTech, leur niveau de trésorerie, leur état de santé général en Q3 2026 ainsi que leur recours aux dispositifs de soutien de l'innovation tel que le Crédit Impôt Recherche (CIR) et le statut de la Jeune Entreprise Innovante (JEI). La dernière édition de cette étude avait été publiée en septembre 2025 (cf. Etat des lieux : Situation financière des HealthTech en France, septembre 2025 ²).

Les données ont été collectées auprès des entreprises françaises de HealthTech entre le 16 juin et le 31 juillet 2026.

2. Qualification de l'échantillon

138 sociétés ont répondu à l'enquête. La collecte des données s'est déroulée entre le 16 juin et le 31 juillet 2026 à travers un questionnaire en ligne anonyme. Parmi les 138 sociétés, 18 n'ont répondu que partiellement à l'enquête. L'échantillon analysé final était de **120 sociétés**.

Votre entreprise existe depuis ?

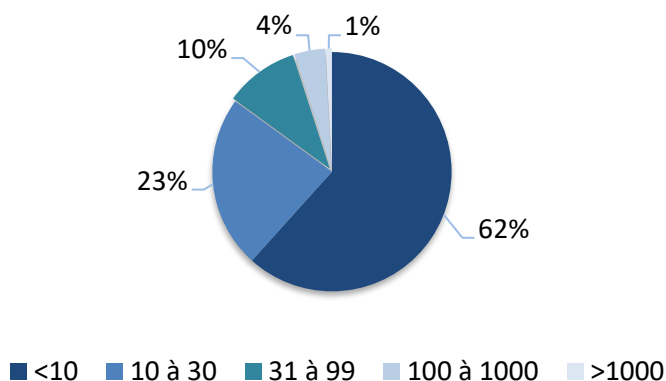


Source : France Biotech, juillet 2026, 120 sociétés

¹ [Panorama France HealthTech 2026, France Biotech](#)

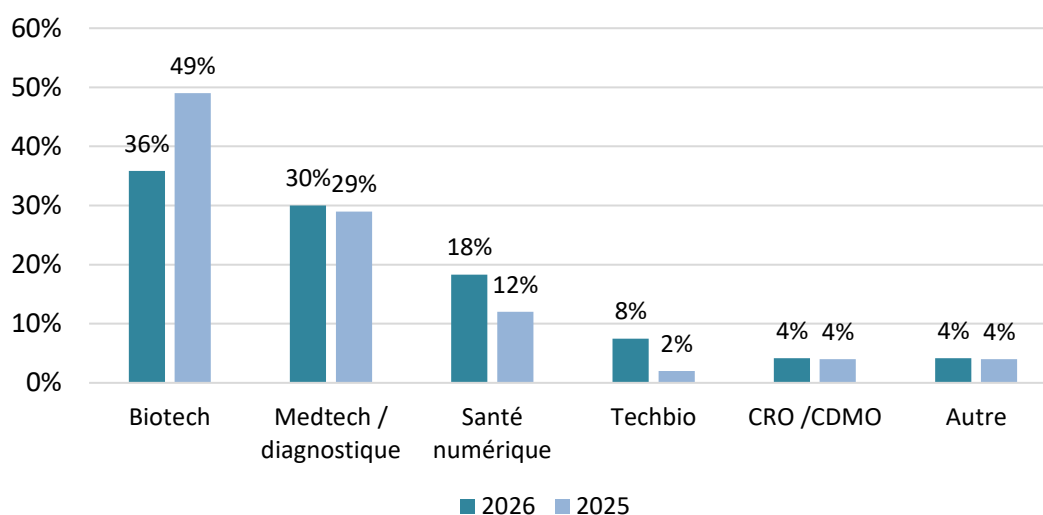
² [Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France Septembre 2025, France Biotech](#)

Combien de salariés y a-t-il dans l'entreprise dans laquelle vous exercez ?



Source : France Biotech, juillet 2026, 120 sociétés

Quel est votre domaine d'activité ?



Source : France Biotech, juillet 2026, 120 sociétés

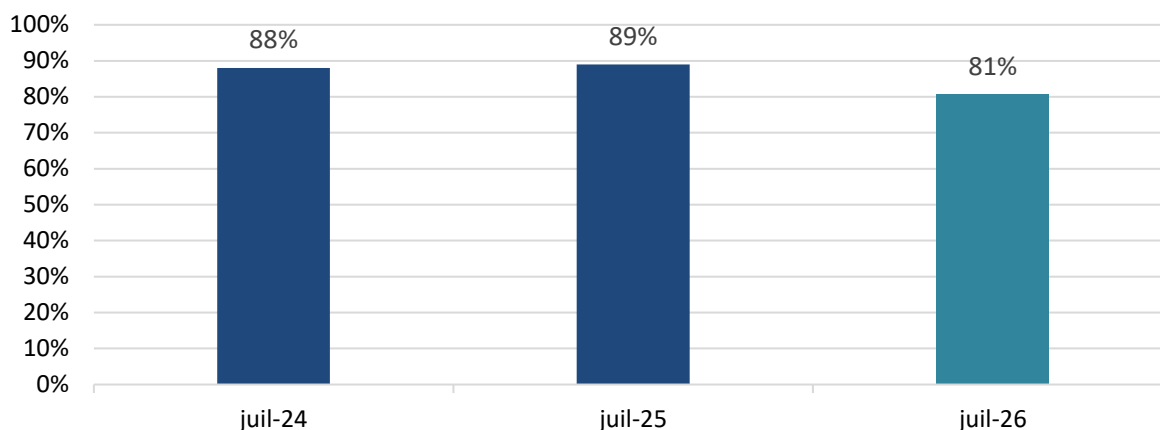
L'échantillon 2026 est similaire aux précédentes éditions et semblable aux données plus globales publiées sur le secteur :

- Près des deux tiers des entreprises sont des TPE et la quasi-totalité (95%) possède moins de 100 salariés
- Des niveaux de maturité variés mais des entreprises un peu plus matures que les années précédentes : un tiers a plus de 10 ans et 41% moins de 5 ans
- En 2026, l'échantillon est composé en majorité de biotech (36%), puis de sociétés positionnées sur la medtech et le diagnostic (30%) et 18% d'entreprises de santé numérique. Par rapport à 2025, la santé numérique et la techbio sont plus présentes tandis que la part de sociétés de biotechnologie recule.

3. Impact de la situation économique sur les activités des sociétés

Votre activité est-elle impactée par le contexte économique actuel ?

(% d'entreprises ayant répondu « oui »)



Sources : France Biotech, juillet 2026, 120 sociétés ; Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France – septembre 2025 ; Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France – août 2024

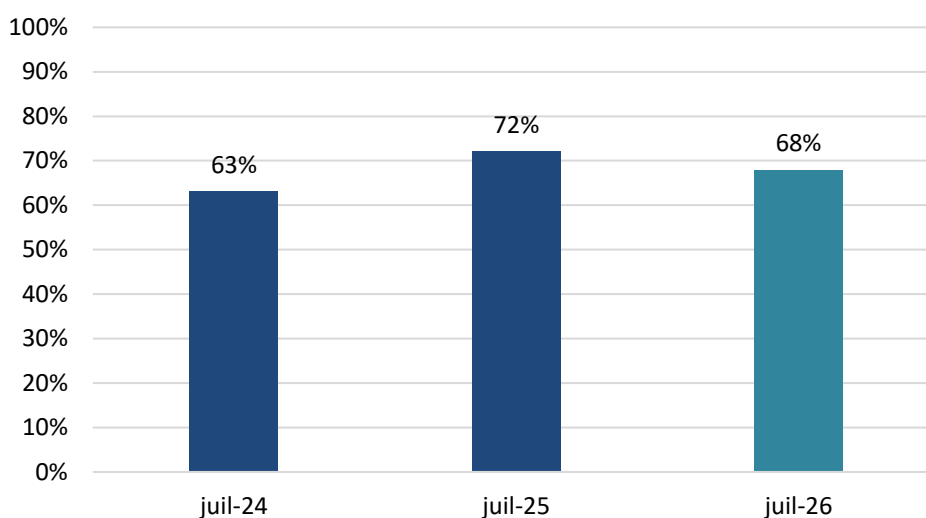
En juillet 2026, 81% des entreprises de HealthTech répondantes se sentaient impactées par le contexte économique, financier et politique, soit un taux en légère baisse par rapport aux années précédentes. A noter qu'au sein de l'échantillon, les startups en santé numérique sont celles qui se sentent le plus impactées cette année (86% vs. 77% des biotech et 75% des medtech).

Ces niveaux sont en partie hérités du contexte macroéconomique incertain qui perdure depuis 2022 (crise russo-ukrainienne, inflation) causant une baisse des investissements au niveau mondial depuis 2023 en particulier dans les entreprises ou projets considérés comme risqués (incluant les technologies, la biotech, la deeptech...).

De nouvelles incertitudes et changements sur le plan international, telles que les discussions sur les tarifs douaniers entre les Etats-Unis et l'UE, le sujet du prix du médicament et de la clause de la nation la plus favorisée (MFN : Most Favored Nation) ainsi que le conflit Iran/Etats-Unis contribuent à créer une instabilité et un manque de visibilité pour les acteurs financiers et industriels. De même, au niveau national, le contexte de réduction des dépenses publiques et d'efforts budgétaires qui intervient en amont des discussions sur le Projet de Loi Finances (PLF) et Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) accentue ce ressenti.

Rencontrez-vous des difficultés en matière de trésorerie ?

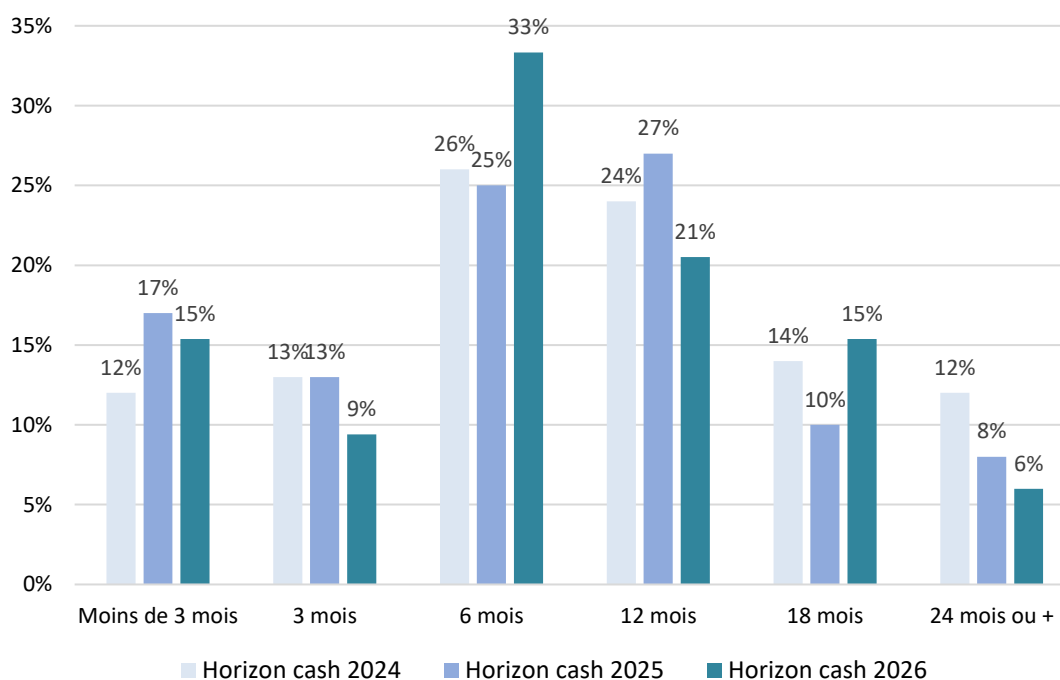
(% d'entreprises ayant répondu « oui »)



Sources : France Biotech, juillet 2026, 118 sociétés ; Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France – septembre 2025 ; Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France – août 2024

En juillet 2026, **un peu plus des deux tiers (68%)** des entreprises rencontraient des **difficultés en matière de trésorerie** ; la situation s'est un peu améliorée par rapport à juillet 2025 où 72% des entreprises étaient concernées. Les plus concernées sont les entreprises de santé numérique (82% ont déclaré des difficultés).

En l'absence de financement additionnel, votre horizon de cash est de :



Source : France Biotech, juillet 2026, 118 sociétés

De même, la situation semble s'être un peu améliorée par rapport à la même période il y a un an. Sans afflux de financement additionnel, 24% des entreprises disposaient d'un horizon de cash de 3 mois ou moins. Ce taux est plus bas qu'en juillet 2025 où 30% des entreprises étaient dans cette situation.

Horizon de trésorerie des entreprises de HealthTech françaises

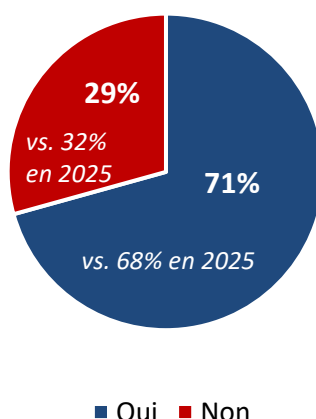
	Mi 2024	Mi 2025	Mi 2026
3 mois ou moins (global)	25%	29%	24%
3 mois ou moins	Biotech : 33% Medtech/diag : 15% Santé numérique : 24%	Biotech : 32% Medtech/diag : 26% Santé numérique : 7%	Biotech : 21% (↘) Medtech/diag : 26% (→) Santé numérique : 19% (↗)
6 mois ou moins (global)	51%	55%	58%
6 mois ou moins	Biotech : 55% Medtech/diag : 39% Santé numérique : 59%	Biotech : 54% Medtech/diag : 50% Santé numérique : 43%	Biotech : 50% (↘) Medtech/diag : 60% (↗) Santé numérique : 60% (↗)
Plus de 6 mois	49%	45%	42%
Plus de 6 mois	Biotech : 45% Medtech/diag : 61% Santé numérique : 41%	Biotech : 46% Medtech/diag : 50% Santé numérique : 57%	Biotech : 50% (↗) Medtech/diag : 40% (↘) Santé numérique : 40% (↘)

Sources : France Biotech, juillet 2026, 117 sociétés ; Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France – septembre 2025 ; Etat des lieux : situation financière des HealthTech en France – août 2024 ;

Les niveaux de trésorerie semblent s'améliorer mi 2026 pour les entreprises de biotechnologie puisqu'elles sont 21% à disposer d'un horizon de trésorerie de 3 mois ou moins (vs. 32% mi 2025) ; à noter que la moitié a une visibilité de trésorerie de 6 mois ou moins. **En revanche la situation semble s'aggraver pour les entreprises de santé numérique** : 60% d'entre elles disposent de 6 mois de trésorerie ou moins (vs. 43% en 2025). L'horizon de cash moyen des medtech s'est aussi légèrement dégradé cette année : 60% disposent de 6 mois ou moins de trésorerie (vs. 50% en 2025).

En moyenne, en juillet 2026 les entreprises disposaient de 6 à 12 mois de trésorerie (médiane située à 6 mois).

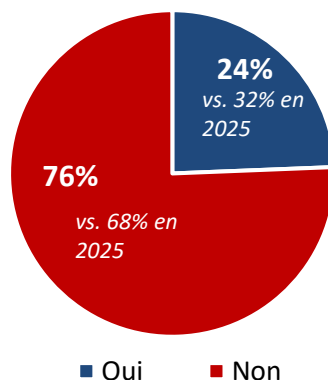
Rencontrez-vous des difficultés pour trouver des financements bancaires ?



Source : France Biotech, juillet 2026, 116 sociétés

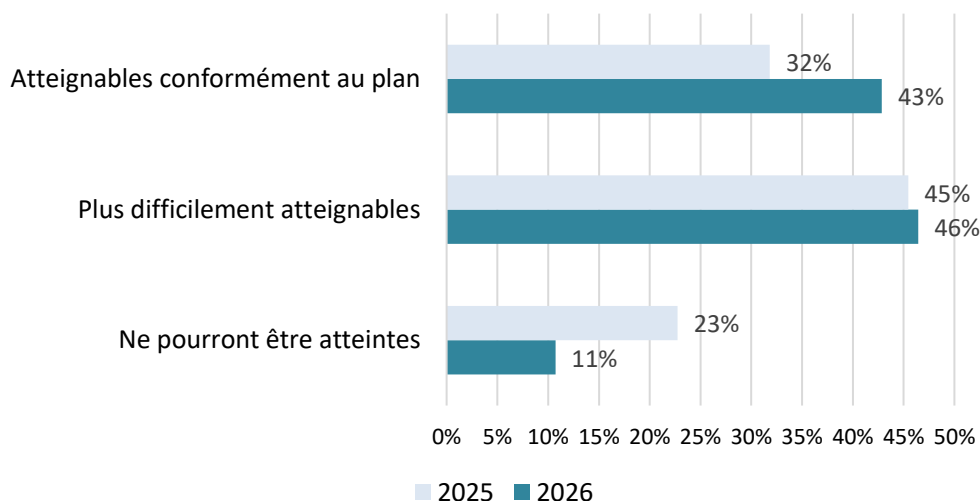
En juillet 2026, **71% des entreprises rencontraient des difficultés pour trouver des financements bancaires** (vs. 61% en juillet 2024 et 68% en juillet 2025).

Bénéficiez-vous d'un financement complémentaire conditionné ?



Source : France Biotech, juillet 2026, 120 sociétés

Si oui, ses conditions dans l'état actuel du marché et du contexte macro-économique, vous semblent elles :



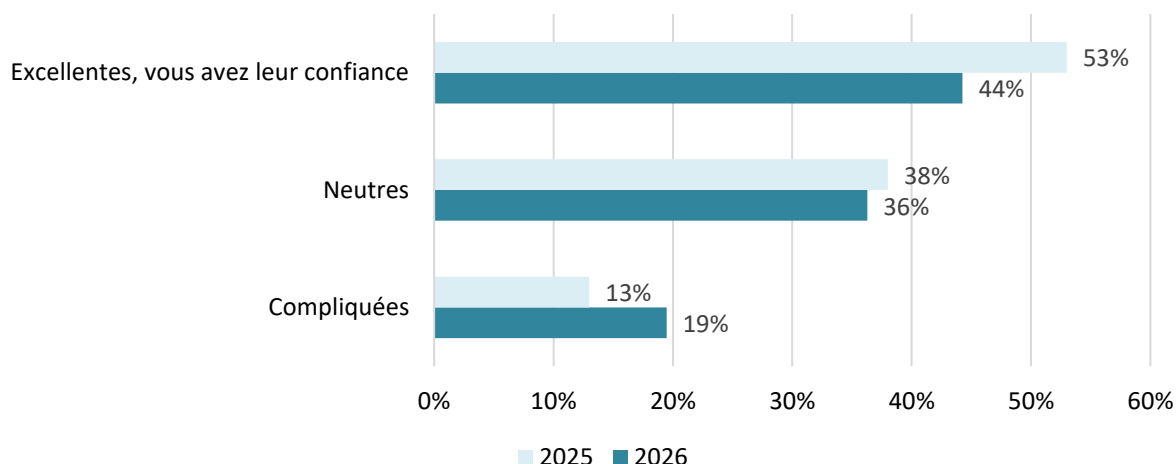
Source : France Biotech, juillet 2026, 28 sociétés

En 2026, un quart des entreprises disposaient d'un financement complémentaire conditionné, nettement moins que mi 2025 (un tiers en bénéficiaient). Un financement complémentaire conditionné correspond à un engagement d'investissement supplémentaire qui ne sera débloqué que si certaines conditions prédéfinies sont remplies (ex. obtention d'une autorisation réglementaire, atteinte d'un milestone clinique etc.). Ces types de financements concernent à la fois les financements publics et privés.

En 2026, les entreprises qui bénéficiaient de ce type de financement sont en revanche plus optimistes qu'il y a un an et 43% considèrent que les conditions de ce financement

sont atteignables conformément au plan. Ces chiffres pourraient indiquer que la sélectivité des financements complémentaires conditionnés envers les entreprises est plus forte depuis un an et que celles qui en bénéficient sont davantage disposées à atteindre leurs objectifs. D'après les dirigeants et directeurs financiers des entreprises de HealthTech, leurs relations avec leurs investisseurs demeurent bonnes mais se sont légèrement dégradées depuis un an.

Les relations avec vos investisseurs sont-elles ?

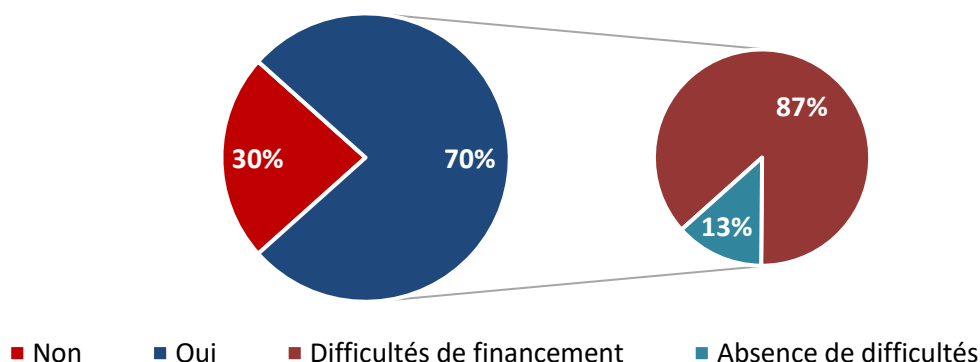


Source : France Biotech, juillet 2026, 114 sociétés

4. Point sur les besoins en financement

Votre société est-elle actuellement en recherche de financement (levée de fonds dilutive) ou compte-t-elle lever des fonds dans les 6 prochains mois ?

Si oui, rencontrez-vous des difficultés pour financer ou refinancer la société ?

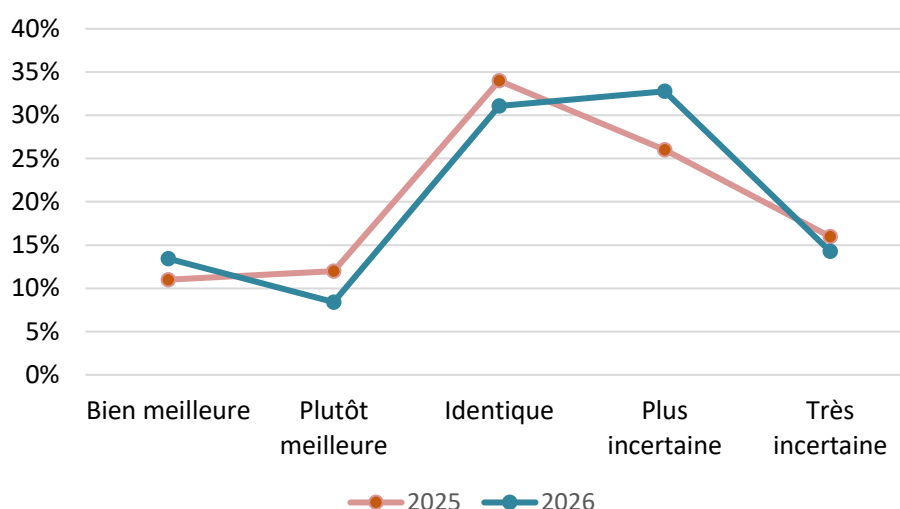


Source : France Biotech, juillet 2026, 119 sociétés

Parmi les entreprises répondantes de l'étude, **70% sont en recherche de financement** (levées de fonds dilutives) ou comptent lever des fonds dans les 6 prochains mois (idem 2025). **En 2026, davantage de sociétés (87%) rencontrent des difficultés pour financer ou refinancer leur société par rapport à la même période un an auparavant (79%).**

Les entreprises évaluent la durée d'une levée de fonds à 12 mois en moyenne, entre les premiers contacts et la signature d'un accord, (médiane située à 12 mois), et **90% considèrent que ce délai retarde l'avancement de leurs activités de R&D, impactant ainsi l'atteinte de jalons, souvent décisifs dans l'obtention de financement complémentaires conditionnés.**

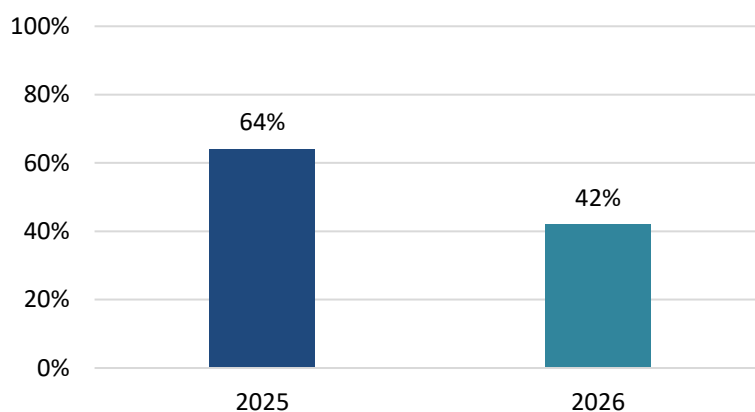
Plus généralement, par rapport à il y a un an, diriez-vous que la santé de votre société est aujourd'hui



Source : France Biotech, juillet 2026, 119 sociétés

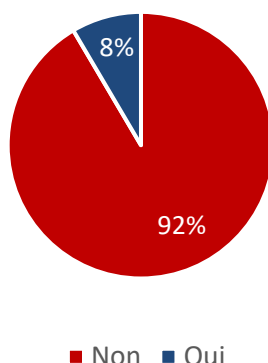
De façon générale, les entrepreneurs se sentent dans une situation plus complexe mi 2026 qu'à mi 2025, ils sont près de la moitié (47%) à trouver la santé de leur entreprise très incertaine ou plus incertaine qu'il y a un an (42% en 2025).

Avez-vous obtenu dans les 12 derniers mois un financement non dilutif de Bpifrance ?



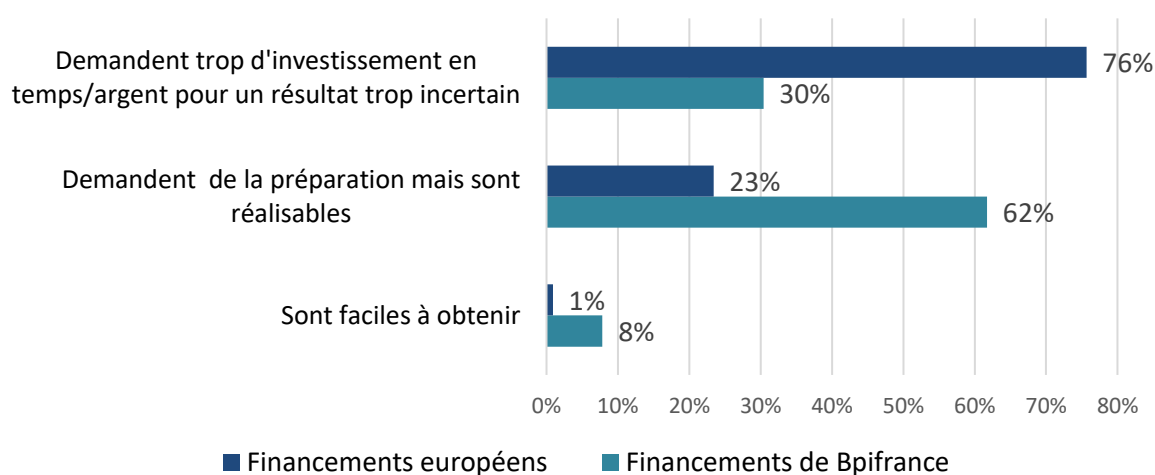
Source : France Biotech, juillet 2026, 118 sociétés

Avez-vous obtenu dans les 12 derniers mois un financement non dilutif de l'Europe ?



Source : France Biotech, juillet 2026, 118 sociétés

Selon vous, l'obtention de financements non dilutifs de Bpifrance et de l'Europe :



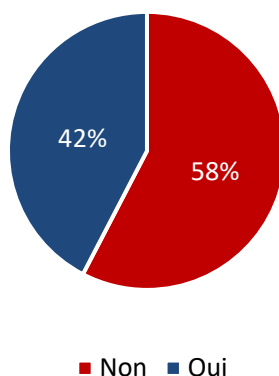
Source : France Biotech, juillet 2026, 116 sociétés

En juillet 2026, **42% des entreprises ont déclaré avoir reçu un financement non-dilutif de Bpifrance lors des 12 derniers mois, en net recul par rapport à juillet 2025 où les deux tiers en avaient obtenu.** Cela peut s'expliquer par une baisse des financements octroyés par Bpifrance notamment dans le cadre de France 2030 et/ou par davantage de sélectivité de la part du financeur public dans la sélection des dossiers financés. **Le recours aux financements non dilutifs européens demeure rare chez les PME de HealthTech françaises.** En effet, les trois quarts d'entre elles considèrent que leur obtention demande trop d'investissement en temps et moyens pour un résultat trop incertain. En revanche, pour la majorité des entreprises, les financements de Bpifrance demandent de la préparation mais sont réalisables.

5. Point sur le statut de la Jeune Entreprise innovante (JEI) et le Crédit Impôt Recherche (CIR)

i. Focus sur le statut de la JEI

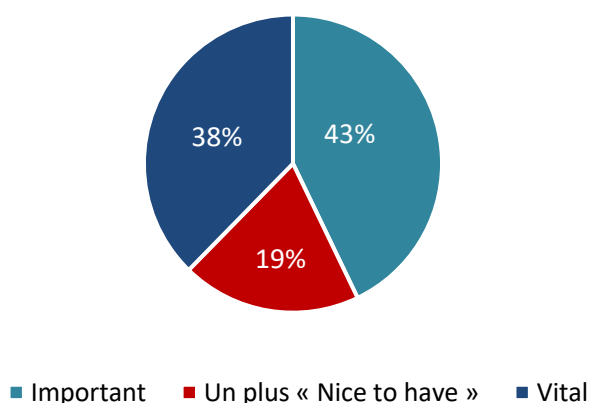
Bénéficiez-vous du statut de la Jeune Entreprise Innovante (JEI) ?



Source : France Biotech, juillet 2026, 119 sociétés

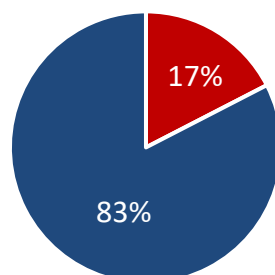
Un peu moins de la moitié des entreprises participantes bénéficiaient du statut de la Jeune Entreprise Innovante ; l'âge était la raison principale pour la majorité de celles qui n'en bénéficiaient pas.

Diriez-vous que la JEI est, pour votre entreprise :



Source : France Biotech, juillet 2026, 77 sociétés

Plus largement, pensez-vous qu'un remaniement de ce statut pourrait nuire à l'attractivité de la France en matière de R&D ?



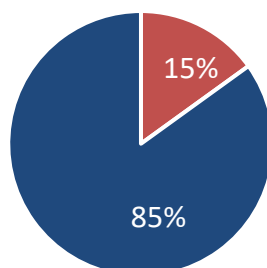
■ Non ■ Oui

Source : France Biotech, juillet 2026, 109 sociétés

Plus d'un tiers (38%) des entreprises considèrent le statut comme étant vital pour elles, 81% comme important ou vital tandis que la quasi-totalité (83%) estiment qu'un remaniement du statut pourrait nuire à l'attractivité de la France.

ii. Focus sur le Crédit Impôt Recherche (CIR)

Utilisez-vous le dispositif du Crédit Impôt Recherche ?

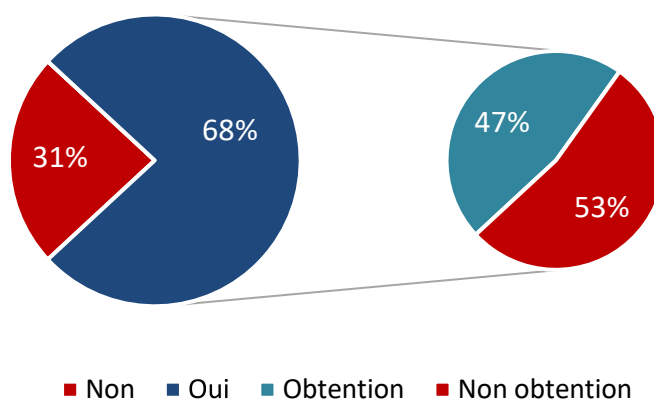


■ Non ■ Oui

Source : France Biotech, juillet 2026, 113 sociétés

Avez-vous demandé le remboursement immédiat de votre CIR 2025 ?

Si oui, l'avez-vous obtenu ?

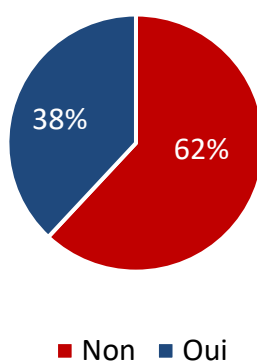


Source : France Biotech, juillet 2026, 93 sociétés

Le Crédit Impôt Recherche est un dispositif incontournable pour les sociétés de HealthTech puisque la quasi-totalité des entreprises de HealthTech (85%) l'utilise. **Les deux tiers ont demandé un remboursement immédiat de leur CIR 2025 en 2026. En revanche, seuls 47% d'entre elles ont pu l'obtenir vs. 72% il y a un an.**

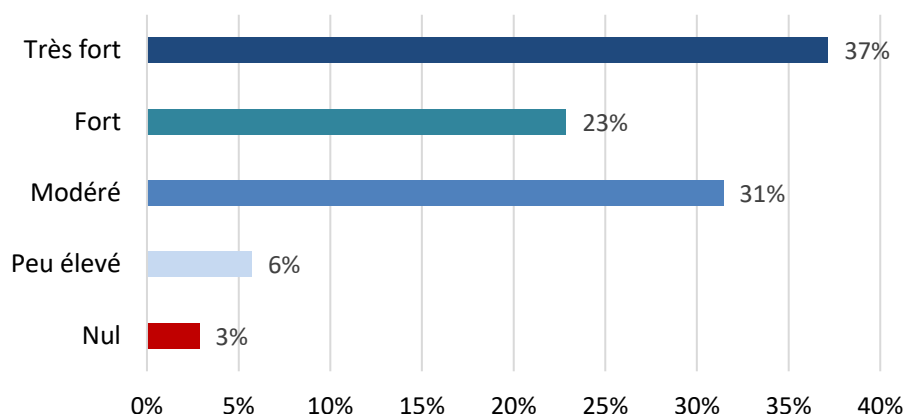
Le CIR représente en moyenne environ 20% des dépenses d'exploitations totales des entreprises.

Avez-vous au sein de votre entreprise des « jeunes docteurs » au titre du CIR 2025 ?



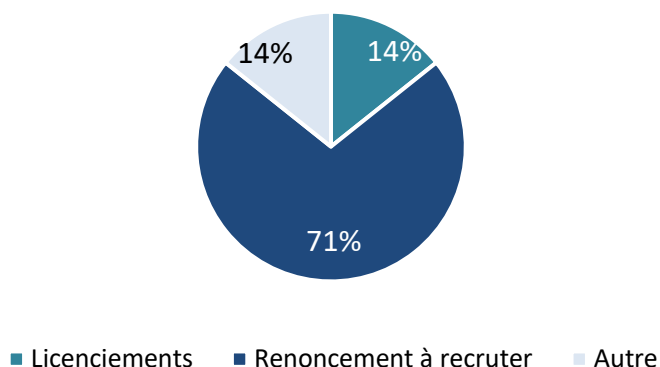
Source : France Biotech, juillet 2026, 92 sociétés

Si oui, la suppression du bonus de crédit d'impôts lié au régime de jeune docteur en 2025 a eu un impact :



Source : France Biotech, juillet 2026, 35 sociétés

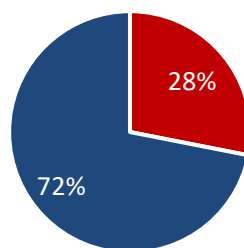
Si l'impact de cette suppression de bonus a été fort ou très fort, de quelle manière ?



Source : France Biotech, juillet 2026, 21 sociétés

Le régime de jeune docteur est fortement utilisé par les entreprises de HealthTech françaises puisque 38% d'entre elles en bénéficiaient au titre du CIR 2025. L'impact de la suppression du bonus de crédit d'impôts imposé depuis 2025 est jugé comme très fort ou fort pour 60% des sociétés ; l'impact étant concentré majoritairement sur des renoncements en matière de recrutement en 2026 (71%) ; les licenciements ont également augmenté passant de 8% à 14% en 2026. Les autres impacts cités incluent des perturbations sur les plans de trésorerie et davantage de dépenses.

L'exclusion des dépenses de propriété industrielle (PI) et veille technologique issue de la Loi Finances 2025 vous a elle impacté ?

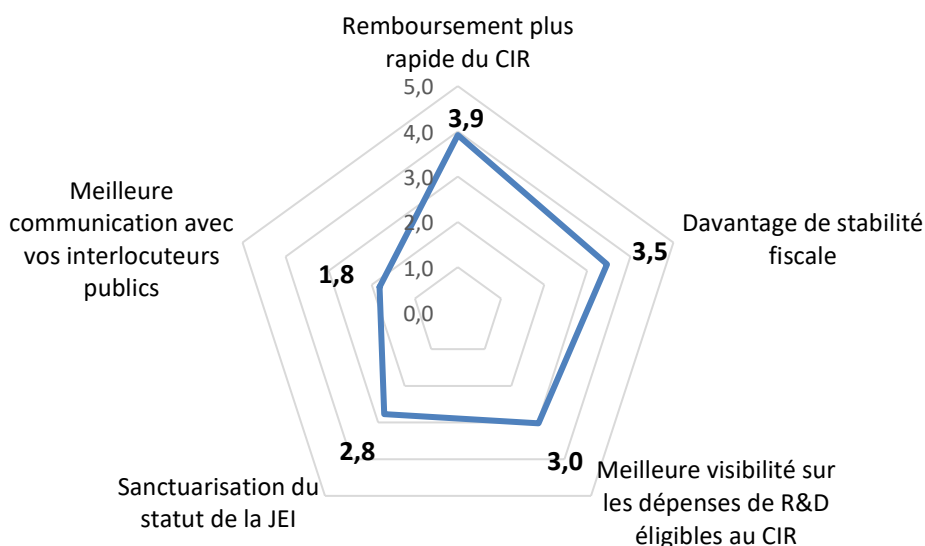


■ Non ■ Oui

Source : France Biotech, juillet 2026, 89 sociétés

De même, **les trois-quarts des entreprises ont déclaré avoir été impacté par l'exclusion du CIR des dépenses de PI et de veille technologique en 2026**. Cet impact est jugé fort ou très fort par 43% des sociétés et modéré par 38% d'entre elles.

Priorités des entreprises



Source : France Biotech, juillet 2026, 84 sociétés

Classement de propositions de la plus importante à la moins importante. Note moyenne globale attribuée à chaque proposition, plus la note est élevée, plus la proposition était jugée importante.

Un remboursement plus rapide du Crédit Impôt Recherche apparaît comme prioritaire pour les entrepreneurs (3,9/5), suivi de davantage de stabilité fiscale (3,5/5) et d'une meilleure visibilité sur les dépenses de R&D éligibles au CIR (3,0/5).

IV) Auteurs



Catherine MARTRE

Directrice Générale, France Biotech

catherine.martre@france-biotech.org



Chloé EVANS

Adjointe à la Directrice Générale, en charge des études sectorielles et des relations internationales

chloe.evans@france-biotech.org

France Biotech tient également à remercier Grégoire de Villoutreys, en stage chez France Biotech pour son aide essentielle dans l'analyse des résultats.

V) Remerciements et contributions

France Biotech tient à remercier les 120 entreprises ayant participé à cette enquête, ainsi que les structures, pôles de compétitivité et incubateurs pour leurs relais précieux auprès de leurs écosystèmes respectifs :



France Biotech tient également à remercier les coordinateurs de la Commission Corporate Finance de France Biotech Cédric Garcia (EY) et Sébastien Robitaille (FineHeart) pour leurs apports à l'étude.

VI) A propos de France Biotech

France Biotech, fondée en 1997, est une association indépendante qui fédère les entrepreneurs de l'innovation dans la santé et leurs partenaires experts. Animateur de l'écosystème de l'innovation en santé et interlocuteur privilégié des pouvoirs publics en France et en Europe, France Biotech contribue à relever les défis du secteur HealthTech (le financement des entreprises, la fiscalité de l'innovation, les enjeux réglementaires et d'accès au marché, etc...) et à proposer des solutions concrètes, en termes de compétitivité et d'attractivité, par l'intermédiaire de ses commissions et ses groupes d'expertise. Ceci afin d'aider les start-ups et les PME de cette filière à devenir des entreprises internationales performantes et capables de concevoir et développer rapidement de nouvelles innovations et les rendre accessibles in fine aux patients. <http://www.france-biotech.fr>

En savoir plus :

www.france-biotech.org

Retrouvez toutes nos publications :

<https://france-biotech.fr/publications>

france biotech

biotech | medtech | e-santé | IA
LES ENTREPRENEURS DE LA HEALTHTECH

www.france-biotech.org
contact@france-biotech.org

France biotech à PariSanté Campus
10 rue d'Oradour-sur-Glane, 75015 Paris